

**cadastre
et
état**
une histoire
parallèle

éléments pour une
analyse
de longue durée,
de Rome à Napoléon

Mireille Touzery
Université Paris XII
Val de Marne

1ère partie



Planche 7 – Cadastre d’Alsace 1750– Arch. dép. du Ht Rhin – Cliché : E. Marbach

INTRODUCTION

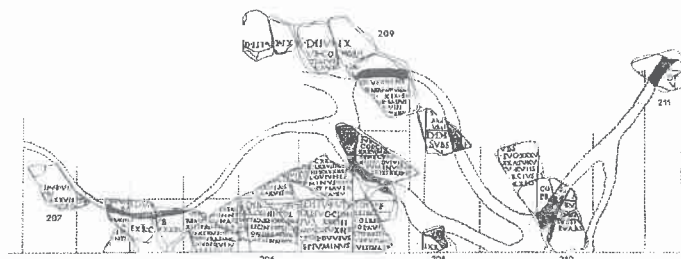
Avant l’explosion des produits cartographiques grand public à partir des années soixante dix dont le premier best-seller fut la carte Michelin, n’en déplaise à l’IGN, les Français, dans leur ensemble, ne connaissaient guère qu’un seul document géographique : le cadastre de leur commune et, pour les plus curieux, la carte dite d’État-major au 1/80 000°. Pourtant l’équation carte = cadastre n’a rien d’évident. Depuis Napoléon, le cadastre français se structure autour de deux éléments principaux : la matrice, liste des habitants, et le plan. Même si cette réalité nous est aujourd’hui relativement familière, il fallut des siècles pour aboutir à cette situation. Et les cadastres existèrent d’abord sans cartes. Mais qu’est-ce qu’un cadastre ?

Reprenons d’abord la définition des termes et pour cela, laissons la parole à Turgot, futur ministre des finances de Louis XVI, dans ses écrits de 1763 rassemblés sous le titre de Matériaux pour un mémoire sur les Impositions : "Il faut distinguer le terrier, le cadastre et le tarif. Le terrier est le dénombrement exact des biens-fonds. Le cadastre est le tableau de comparaison de la valeur des biens-fonds. Le tarif est la proportion dans laquelle les différents fonds devront être taxés suivant leur nature et suivant les privilèges de leurs possesseurs.". Il n’y a pas de trace de représentation géographique dans cette phrase. Il n’y est question que de liste : liste des terres, le terrier ; liste de leurs valeurs, le cadastre. Nous avons pourtant dans ces quelques mots comme un résumé de l’histoire de l’Ancien régime. Turgot parle en effet d’abord en terme de listes qui sont depuis le Moyen Âge le mode habituel de la connaissance, à l’encontre de toute représentation graphique ou cartographique. Il évoque ensuite l’impôt à travers l’exigence duquel va se construire l’État centralisé moderne qui fera passer, pour le sujet qui nous intéresse, la connaissance du contribuable de la liste à la carte. Le tout pour aboutir à la définition contemporaine : le cadastre est un document fiscal qui se compose à la fois d’une liste et d’une carte, qui vise à connaître non seulement des contribuables mais aussi un espace. Enfin, lui-même, Turgot, est un grand commis de l’État et qui écrit comme tel, alors intendant de la province de Limousin. Il donne par là même le point de vue qui est celui du document cadastral, le point de vue du pouvoir. Le cadastre n’est donc pas une carte neutre, si tant qu’une quelconque carte puisse l’être, il répond à un besoin étatique. Et comme tel, faire l’histoire du cadastre revient pour une part essentielle à faire l’histoire de l’État. Aussi, je considérerai dans une première partie comment le passage du cadastre de la liste à la carte, correspond à une mutation dans l’histoire politique mais aussi sociale et culturelle de la France et quelles résistances ont pu s’y manifester et pourquoi, et dans un deuxième temps, j’étudierai le cas exemplaire qu’offre à cet égard le cadastre réalisé par l’intendant de Paris, Bertier de Sauvigny, de 1776 à 1789.



*dans "G. Chouquer et F. Favory"
les paysages de l'antiquité, terres
et cadastres de l'Occident romain.*

Planches 1 et 2



Reconstitution d'une borne cadastrale (Rome, Musée de la Civilisation Romaine).

Fragment du plan cadastral B d'Orange, dans la région du Logis-de-Berre, au cœur du pays Tricastin. Le nord est vers la droite. On observe :

- en haut, le kardo maximus ;
- puis la première rangée des centuries situées en deçà du kardo : dans la 4e centurie depuis la gauche, le cours de la Berre croise la voie d'Agrippa ; plusieurs mentions de Iulius Florus, adjudicataire de terres ;
- la répétition du signe INC, qui indique les terres "incultes" laissées aux Tricastins après estimation.

I. LE CADASTRE : DE LA LISTE À LA CARTE.

1. Les antécédents romains : le droit des choses.

L'histoire commence bien entendu par une contradiction. Les plans cadastraux n'ont pas attendu le XVIII^e siècle pour faire leur apparition en Europe, puisqu'ils existaient sous l'Empire romain. Au fur et à mesure de leurs conquêtes, les Romains, confisquant une bonne partie des terres, les redistribuaient à des colons, le plus souvent des soldats vétérans, ainsi récompensés de leurs campagnes, et chargés d'asseoir la domination romaine par une prise de contrôle de l'exploitation agricole. Pour cette raison, les autorités romaines furent amenées à faire des lots de terre, le plus souvent quadrangulaires, préalablement à la distribution. Le découpage territorial nouveau était reproduit sur de grandes plaques de marbre, les *forma*, exposés dans des espaces publics. Le plus célèbre de ces premiers cadastres, parce qu'il est parvenu jusqu'à nous, est celui de la ville d'Orange (Vaucluse) dont il reste des fragments qui étaient fixés sur le mur extérieur du théâtre antique, à la vue des passants, et sur lesquels sont bien dessinées les limites du parcellaire colonial (*planches 1 et 2*). Mais avec la chute de l'empire romain (476), disparaissent ces documents ainsi que l'approche juridique des rapports entre personnes qu'ils supposent.

2. Le Moyen Âge : le droit franc, droit des personnes.

- En effet, avec l'invasion franque, se met en place un droit des gens, coutumier et non écrit qui réduit considérablement le droit des choses développé par le droit romain. Ce qui prime dans le monde du haut Moyen Âge mérovingien, carolingien et primo capétien, ce sont les rapports d'homme à homme et les liens de fidélité individuels entre suzerains et vassaux, ainsi que les liens de dépendance entre un seigneur et ses serfs, relations personnelles établies d'abord au sein d'un groupe de conquérants, venus d'ailleurs, et non pas relations à un territoire. C'est à partir de ce moment que, en Europe occidentale, le pouvoir commence à se mesurer en liste d'individus fidèles, puis en liste de paroisses, et plus en superficie. La carte n'a plus de sens, ne répond plus à un besoin dans un univers culturel qui a changé de droit et largement bousculé toutes les structures du quadrillage de l'espace des Romains. De façon significative, on ne trouve pas d'article "cadastre" dans le récent Dictionnaire de la France médiévale de Jean Favier. Tout l'Ancien régime fonctionnera sur cette base d'un classement des individus, ce seront les trois ordres (noblesse, clergé et tiers état), et non d'un classement des espaces. Par voie de conséquence, les documents fiscaux que nous appelons cadastres disparaissent pour laisser place à des listes d'individus redevables de droits divers autant à leur seigneur, qu'à l'Église ou au roi. C'est sur ces bases que prendra son essor l'État monarchique qui, jusqu'à la fin, prendra en compte ses sujets, sur la base de distinctions individuelles traduites dans des privilèges, au sens de statut particulier. Il faudra attendre la Révolution pour voir resurgir une approche territoriale du fait politique, et non plus personnelle, justement pour défendre l'individu contre des lois personnalisées et inégales. Alors, seulement, pourra s'opérer le retour de la carte, symbole de l'égalité républicaine parce qu'elle ne connaît pas les individus.



Que sont les compoix ? s'agit toujours de listes établies sur des registres, mais cette fois-ci, ce ne sont plus des listes d'individus mais de parcelles de terre décrites et estimées, à des fins fiscales, dont le total constitue le terroir d'un ressort déterminé avec mention de leur propriétaire. Ces compoix ont d'abord existé dans le cadre de seigneuries, dans le sud comme dans le nord du royaume où ils portent plus fréquemment le nom de terriers. Pour le fisc royal, ils n'existent que dans le sud. Ce n'est qu'au XVIII^e siècle que des plans seront adjoints aux listes, permettant de localiser les parcelles, ainsi que des cahiers séparés des terres nobles, non imposées (*planche 4*). Pour régler objectivement l'assiette de l'impôt, les compoix nécessitaient des refontes régulières qui posaient problème (c'est déjà la question de la mise à jour du cadastre). D'une part, elles étaient coûteuses, et, réalisées aux frais des habitants, elles conduisaient les paroisses à s'endetter. Pour éviter ce processus, la monarchie, à partir du règne de Louis XIV, obligea les paroisses à demander l'accord de l'intendant de la province avant de se lancer dans toute réfection de compoix. D'autre part, chaque réfection mettait en question des rapports sociaux, en révisant des situations qui, au fil des années, avaient pu devenir très avantageuses. Ainsi, en Flandres, au XVIII^e siècle, certaines terres gagnées sur la mer et bien productives échappaient à toute imposition, car le compoix, réalisé en 1569, à une époque où elles étaient encore sous l'eau, n'avait pas été tenu à jour. Il est clair que les propriétaires indûment avantagés par une telle situation, faisaient preuve d'une grande énergie pour éviter toute reprise du document original (on trouve la même situation aujourd'hui avec la taxe foncière, par exemple, qui porte sur des valeurs locatives non réévaluées). Entreprises tous les 30 à 50 ans aux XVI^e et XVII^e siècles, plus rares au XVIII^e, les refontes reprennent dans les années 1775, les mutations rendant inutilisables les documents. La confection d'un compoix se faisait par adjudication, à l'initiative des communautés et, pour l'imposition des sommes nécessaires, avec autorisation de l'intendant de la province. Au XVIII^e siècle, la monarchie, après avoir tenté vainement de copier la dîme de l'Église, tenta de généraliser les compoix en un cadastre général du royaume. Ceci devait permettre à la fois de dresser un tableau agricole du royaume, permettant de régler une véritable politique économique (but des physiocrates), et d'améliorer les recettes de la couronne, en répartissant plus rationnellement, estimait-on, l'impôt.

a. *Ce que veut le roi.*

En 1763, dans le contexte financier et politique désastreux de la fin de la guerre de Sept ans qui imposait de trouver de nouvelles ressources, Louis XV annonça, par la voie de son contrôleur général des finances Bertin, un cadastre parcellaire général du royaume. "Qu'il serait procédé au dénombrement et à



90

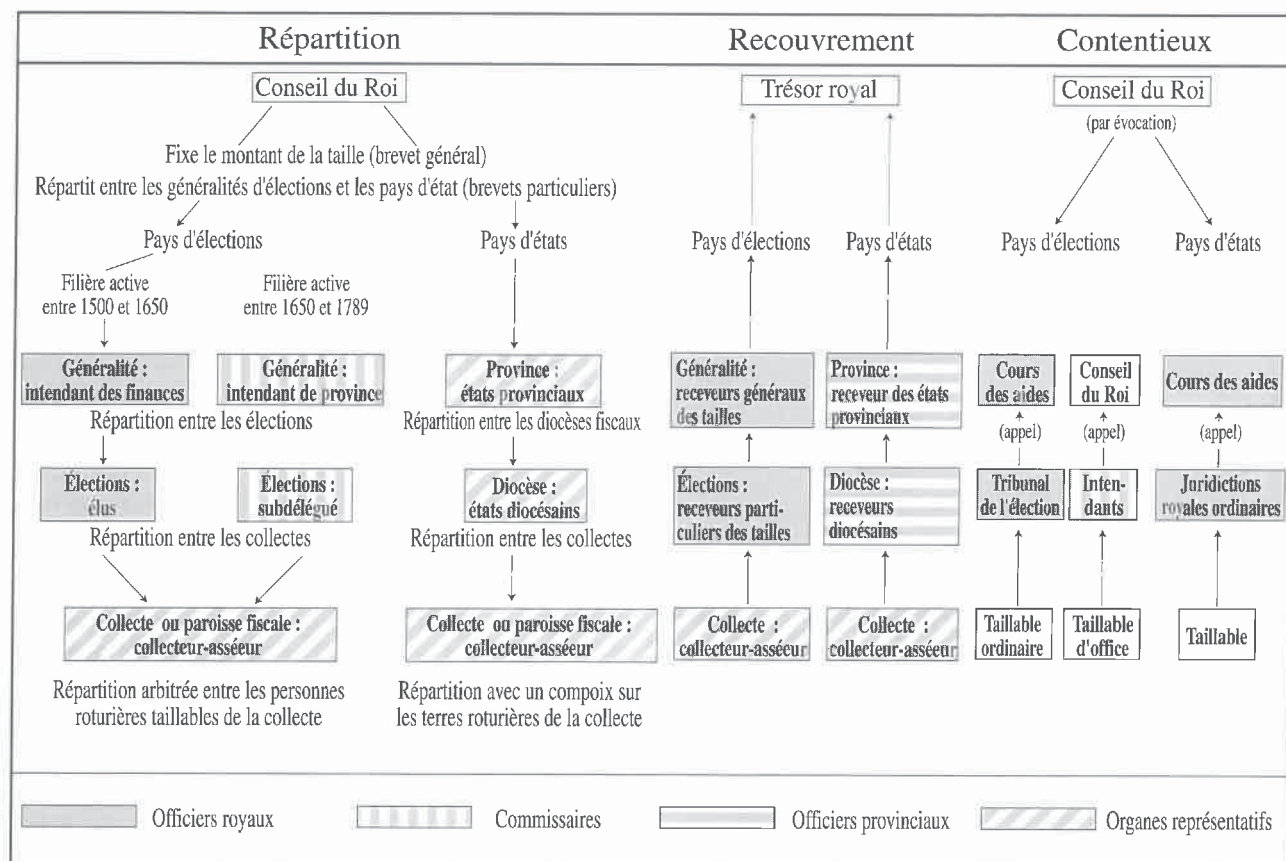


Planche 5

l'estimation de tous les biens-fonds même ceux du domaine, des ecclésiastiques, nobles et privilégiés, sans aucune exception, pour être les impositions qui seraient nécessaires, réparties proportionnellement sur lesdits biens". La démarche est nouvelle. Elle part d'une vision globale géographique du royaume et non des individus. L'angle d'attaque de Bertin n'est plus la fraude du taillable mais la répartition générale de l'impôt. Comme Turgot, comme plus tard l'administration de Napoléon, Bertin apparaît convaincu que le document géographique est le mieux à même de fournir les données nécessaires à la répartition globale, en établissant les facultés contributives foncières de chaque région, plus que les déclarations de revenus individuelles. Les déclarations individuelles de revenus, exigibles depuis 1715 dans les pays de taille personnelle, ne sont cependant pas supprimées ; elles restent essentielles pour la répartition paroissiale (voir tableau, planche 5). Mais les enjeux d'un cadastre systématique : assiette générale de l'impôt, possibilités de son augmentation, justice, développement du royaume, sont de plus d'importance, et soulignent, pour la première fois, les dimensions économiques et sociales de la gestion de l'impôt. C'est pourquoi, peut-être pour mettre toutes les chances de son côté et contre l'habitude, Bertin commande une enquête aux parlements sur les conditions d'installation d'un cadastre parcellaire. Dans les derniers mois de 1763, le parlement de Toulouse fait savoir qu'il est effrayé de la dépense ; celui de Dijon répond qu'il est arrêté par la difficulté. Bertin commande enfin à ses services d'enquêter sur les systèmes fiscaux des autres états européens.

Les entreprises de cadastration sont en effet un mouvement général des monarchies européennes du siècle des Lumières. En Espagne, l'administration de Philippe V

a fait lever le cadastre fiscal de Catalogne entre 1716 et 1718. En Castille, le cadastre, levé sur l'ordre du marquis de La Ensenada, est achevé depuis dix ans, prélude à l'établissement d'une contribution unique. En Italie, les cadastres milanais et sarde pour le Piémont et la Savoie (planche 6), sont autant d'exemples possibles pour l'administration de Louis XV, pour ne citer que les pays frontaliers de la France. Les ambassadeurs en poste hors du royaume ont donc été priés de rendre un mémoire sur le fonctionnement du régime des impositions dans les pays de leur ambassade et s'il y existe un cadastre, c'est-à-dire un dénombrement des biens-fonds estimés à des fins fiscales. Les réponses arriveront échelonnées sur toute l'année 1764, positives pour le Danemark, la Norvège, la Silésie, l'Autriche et la Bohême, notamment.

Pour plus de précision encore, une mission est envoyée en tournée pour s'instruire directement des cadastres italiens. Son voyage dure presque un an, de juillet 1763 à avril 1764 et l'emmène à Turin, Milan et Rome, des états de Sa Majesté Sarde à ceux du Pape. Elle part munie d'un questionnaire à travers lequel on lit les difficultés de l'administration française. La quatrième question, par exemple, fait apparaître le débat sur la limitation des privilèges : si on a arpenté tous les fonds, a-t-on estimé ceux des privilégiés ? Si oui, comment a-t-on fait par rapport à leurs privilèges ? Est-ce la personne qui exempte le fonds ou est-ce le fonds qui est exempt, quel que soit le propriétaire ? Les fonds nobles sont-ils exempts de tout impôt ?

Sont-ils exempts indéfiniment ou y a-t-il une limite de superficie ? Dans la septième question, apparaît le problème de l'attribution du contentieux du cadastre. Il faudra s'enquérir dans chaque état ayant cadastre, où il est déposé, "dans quelques juridictions ? Quelle est la compétence des juges ? Il faut approfondir le plus qu'il



Planche 6 – Cadastre Sarde
Mappe de Chindrieux
Arch. dép. de Savoie

sera possible ce qui sera réservé à l'administration et ce qui est abandonné aux juges comme contentieux".

En juin 1763, un questionnaire sur le cadastre est aussi envoyé aux intendants de province. Il touche surtout aux problèmes de réalisation technique et fait appel à l'expérience de terrain des intendants, c'est-à-dire :

1. quels sont les moyens sûrs et faciles pour réaliser le dénombrement et l'estimation des biens ?
2. Comment nommer les arpenteurs, experts et indicateurs ?
3. Est-il opportun de regrouper plusieurs paroisses pour former une unité plus grande pour ce cadastre ?
4. Si le cadastre est invariable, comment tenir compte des changements annuels dans les revenus ?
5. Comment tenir compte des mutations et des améliorations de terre ? Faut-il faire réestimer les terres à chaque mutation, éventuellement par un syndic de la paroisse agréé par l'intendant et chargé de la manutention du cadastre ?
6. Après le cadastre, pourra-t-on supprimer les collecteurs et trouver un autre système de recouvrement ?
7. Comment prévenir les abus des privilégiés ?

Les réponses des intendants sont autant d'échos de la diversité des situations fiscales dans le royaume. L'intendant de Paris Louis Jean de Bertier de Sauvigny, fort d'une longue pratique sur ce sujet — "Il y a quinze ans que je m'en occupe" — répond au ministre parmi les premiers. La difficulté, souligne-t-il, n'est pas dans le dénombrement des fonds, "objet mécanique", mais dans l'estimation. C'est là que la fraude est la plus sensible,

phénomène universel et constant. "Personne n'ignore, constate-t-il, que dans tous les états du monde et principalement dans l'état monarchique, où le particulier sépare toujours le Roi de l'État, chacun sans excepter les plus honnêtes gens, cherche à se soustraire aux contributions publiques". Les réticences au cadastre viendront en priorité des privilégiés, mais il ne faut pas non plus négliger l'obstacle mis par les collecteurs d'impôts qui, d'après Bertier, n'ont jamais cherché à avoir une connaissance véritable de la valeur des fonds de leur paroisse. Trop de monde a, en effet, intérêt à l'arbitraire et ceci rend l'opération aléatoire. Le cadastre n'est cependant pas forcément la solution idéale. Il peut ne pas être juste, faute de système de mise à jour régulière, pourtant indispensable pour corriger les fraudes, rectifier les estimations et, en pays de taille personnelle, enregistrer les changements de statut de terres qui de privilégiées peuvent devenir taillables et vice versa suivant l'identité du propriétaire.

L'intendant de Bretagne, Le Bret, ignore quant à lui quels sont les principes qui y ont présidé à la répartition de l'impôt. Il constate seulement que "cette répartition est très mal faite. Mais les gens puissants de la province seraient bien éloignés de se prêter aux moyens de découvrir la véritable valeur de leurs biens."

Quant à l'Alsace, ancienne terre d'Empire, c'est paradoxalement là que la situation est la plus favorable à l'implantation du cadastre. Relevant de multiples princes, la province ne connaissait aucun règlement uniforme avant son rattachement à la France sous Louis XIV. L'administration monarchique s'est donc trouvée en position de faire du neuf. À l'occasion de l'implantation de l'impôt du vingtième dans les années 1750, l'intendant, Chaumont de Lucé, y a déjà lancé la réalisation d'un cadastre. Mais il s'agit d'un arpentage par masse de culture de chaque communauté (*planche 7, voir en début d'article*). Son but est de déterminer la superficie et la valeur des biens-fonds pour, muni de ces éléments objectifs, perfectionner la répartition de la charge fiscale entre les paroisses. Contrairement aux initiatives de Tourny et de Turgot (*planches 8 et 9*), tous deux intendants de Limoges et aux projets de Bertin, qui visaient un cadastre parcellaire pour étayer la répartition de l'impôt, à l'exemple des cadastres italiens et espagnols, le cadastre d'Alsace, comme plus tard celui de Bertier de Sauvigny fils, intendant de Paris, ignore autant le propriétaire que l'exploitant et les parcelles. L'intendant a procédé en divisant sa province en quatre cantons, qu'il a distribués à des ingénieurs des ponts et chaussées. Ceux-ci ont levé les plans de chaque communauté les superficies des prés, bois, labours etc., figurés sur chaque plan en différentes couleurs.

Cependant tout ce travail d'enquête restera sans utilité. Quand la mission d'information rentre du Piémont en avril 1764, le cadastre est ajourné depuis déjà près de six mois et le Contrôleur général des finances a été renvoyé.

b. Les résistances au cadastre parcellaire

Elles furent de trois types : sociale, politique et fiscale.

- Avec la réalisation d'un cadastre parcellaire général, on pouvait craindre la mise en cause de la société d'ordres. En effet, une approche territoriale de la chose fiscale, avec recension de tous les biens, passait par-dessus les distinctions de statut personnel (exempts et imposés). Les privilégiés étaient donc en droit de redouter, à terme, par suite de l'inventaire de leurs biens,

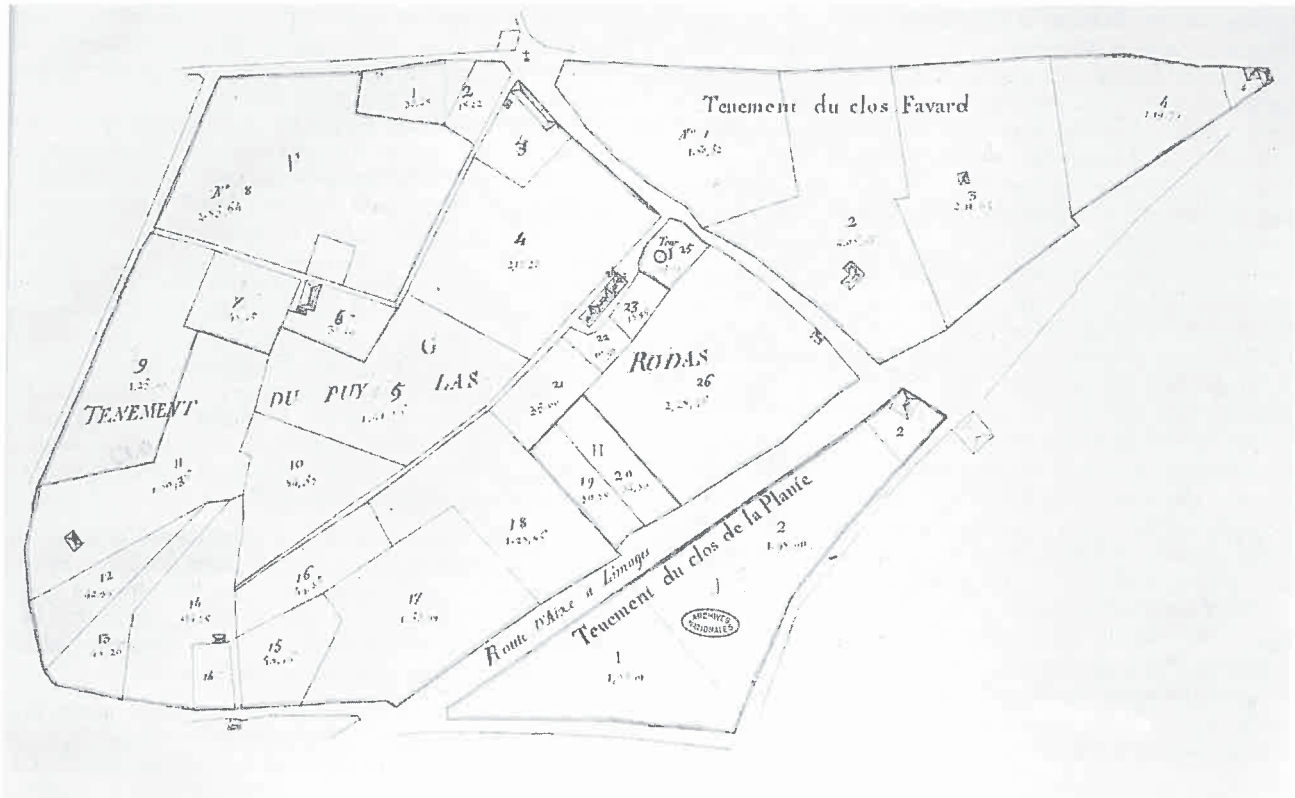


Planche 8 et 9

TEUMENT DE MAZAT

Vous en nature des Héritages	Noms des Propriétaires	Culture	Observations	Feuille
1. Terrain communal à la limite des champs sur une grande partie de la commune Surface Recherches 125, 55 Située Rente: Estimation Rente 50°			Le terrain communal est situé dans la commune de Mazat, sur une grande partie de la commune. Il est situé à la limite des champs. Les recherches ont été faites sur une grande partie de la commune. La situation est bonne. La rente est de 50°.	A
2. Terrain de la commune de Mazat, sur une grande partie de la commune. Surface Recherches 125, 55 Située Rente: Estimation Rente 50°	Le terrain de la commune de Mazat			B
3. Terrain de la commune de Mazat, sur une grande partie de la commune. Surface Recherches 125, 55 Située Rente: Estimation Rente 50°	Le terrain de la commune de Mazat			
4. Terrain de la commune de Mazat, sur une grande partie de la commune. Surface Recherches 125, 55 Située Rente: Estimation Rente 50°	Le terrain de la commune de Mazat			
5. Terrain de la commune de Mazat, sur une grande partie de la commune. Surface Recherches 125, 55 Située Rente: Estimation Rente 50°	Le terrain de la commune de Mazat			

Cadastre de Turgot

Spécimen de la paroisse
de Sainte Claire Soubrevas
Archives Nat., N/IV / Haute Vienne / 1-2-3

la suppression de leurs exemptions fiscales, et par suite de leur place particulière au sommet de la société, situation qui prévalait finalement aussi dans le sud du royaume, où certes, ce n'était pas l'individu qui était distingué mais sa terre, mais où, de fait, la majorité des terres nobles était possédée par des individus nobles. Le texte royal d'avril a beau préciser que le cadastre sera fait "sans donner aucune atteinte aux privilèges bien établis", l'inquiétude n'en est que grandie devant le sous-entendu : les privilèges mal établis seront supprimés. La radicalisation de certains membres de l'administration n'est pas pour rassurer. Si l'intendant de Paris, Bertier de Sauvigny, suggère la suppression du seul privilège d'exploitation, Harvoin, l'envoyé à Turin, penche, lui, pour une suppression totale des privilèges si l'on veut que le cadastre soit efficace. Mais "je pense, écrit-il de Rome le 2 février 1764, qu'il y a lieu à beaucoup de réflexions sur les moyens à employer". Avec le cadastre, c'est donc la fin de relations de pouvoir personnelles, d'homme à homme, s'incarnant dans les privilèges fiscaux, remontant à l'époque franque et le retour d'un état à la Romaine. Les privilégiés n'ont pas tort de redouter cette démarche de la monarchie. Celle-ci, depuis Richelieu, travaille avec constance à l'uniformisation du royaume et à la centralisation. C'est la longue genèse de l'État moderne qui passe entre autres, par le cadastre, instrument d'unification des contribuables dans une même approche géographique.

- L'accroissement de la centralisation politique provoqué par la réalisation d'un cadastre général avait surtout été perçu par les magistrats des parlements et par les magistrats des tribunaux spécialisés dans les questions fiscales : les cours des Aides, relayées en première instance par les tribunaux d'élection. D'une part, les opérations de levée du cadastre vont amener dans les campagnes une "invasion" des agents royaux. Par là était menacée l'autonomie d'administration des paroisses et des pays d'états qui ne connaissaient que des agents provinciaux (tableau, planche 5). D'autre part, le cadastre, donnant au Roi connaissance précise de toutes les facultés du royaume, sera dans sa main un instrument dangereux, vu le contexte d'accroissement de la pression fiscale, sans contre-pouvoir. À cause de l'objectivité et de la systématisation du document géographique, il deviendra impossible d'échapper à l'œil de l'administration. Les magistrats comme les collecteurs y perdront leur rôle d'arbitre. Avec la disparition ou du moins la réduction importante du contentieux grâce au cadastre, les tribunaux d'élections, spécialisés dans le contentieux fiscal, sentaient leur existence approcher de sa fin. Aussi, dans ces conditions, l'opposition parlementaire devait être particulièrement brutale. Le 6 juin 1763, la Cour des Aides de Paris refuse absolument d'enregistrer l'édit d'avril malgré le lit de justice tenu par le prince de Condé. Elle vilipende le projet de cadastre comme gros de tout l'arbitraire royal et d'une inquisition fiscale intolérable. Et de conclure que le cadastre n'est un bon projet que réalisé sous l'autorité des cours supérieures. Pour la première fois, à l'occasion de ce projet de cadastre, les magistrats parisiens réclament la tenue des États généraux, demande qui ne devient systématique que dans les années 1770

Les parlements et Cours des Aides de province suivent la ligne de la Cour des Aides de Paris. Le parlement de Rouen estime le 16 juillet que le dénombrement et l'estimation "exposent tous les propriétaires aux vexations d'une administration militaire dont la forme toujours illégale ôte le pouvoir de faire le bien aux administrateurs qui en auraient la volonté". Au même moment, le parlement de Besançon s'exprime de façon aussi radicale que les magistrats parisiens. "Loin que cette opération (le cadastre) pût être utile, elle ne ferait qu'ouvrir une nouvelle voie aux vexations les plus criantes. La seule voie pour parer à ces inconvénients est de confier l'exécution du cadastre aux Cours supérieures". À Grenoble, c'est l'indignation contre l'administration sur le thème : le Roi est mal entouré, mal informé. "Il est effrayant pour nous, s'étonne le parlement auprès de Louis XV, qu'on vous ait laissé ignorer en quelles mains serait confiée l'exécution d'un pareil projet si digne de votre sagesse. Verrons-nous une opération de cette importance livrée à un tas d'avidés préposés ?".

- Dernier risque du cadastre : fournissant pour la première fois à l'administration un instrument statistique et systématique d'analyse, il risquait par son recensement systématique des biens fonciers de révéler au grand jour des possibilités d'imposition beaucoup plus considérable des propriétaires comme des exploitants agricoles.

Comme les plus gros propriétaires étaient encore protégés par le privilège, il était à craindre que les taillables non privilégiés, les exploitants agricoles, supportent, une fois de plus, une nouvelle augmentation d'impôt ; ceci à l'encontre de l'avis des intéressés, évidemment, mais aussi des principaux théoriciens de l'économie du moment : les physiocrates. Ceux-ci faisaient de l'exploitation agricole le moteur du système économique et souhaitaient l'exempter, ou au moins l'alléger considérablement du poids de l'impôt, qui serait reporté sur les propriétaires seuls.

Aussi le projet de cadastre général, soutenu par la seule administration monarchique, réussit-il à faire l'unanimité contre lui, supportant la colère des privilégiés, des magistrats, des taillables (peu consultés il est vrai mais capables de paralyser l'entreprise par leur inertie), et des penseurs économiques du moment. Le cadastre parcellaire général du roi n'aboutit donc pas, non plus qu'aucun autre projet de parcellaire régional, se révélant instrument de révolution fiscale et, par suite, politique. Finalement, le 21 novembre 1763, le Roi retire l'édit du 13 avril.

Pour aboutir, le parcellaire, réclamé à cors et à cri dans les Cahiers de doléances de 1789, devra être précédé de la Révolution, de l'égalité des citoyens devant l'impôt et du contrôle de ces mêmes citoyens sur le montant de l'impôt et l'administration fiscale. Alors seulement, il deviendra un simple instrument d'administration. Tant que ces conditions n'étaient pas remplies, le parcellaire n'était pas acceptable car perçu comme subversif d'une situation connue et comme un instrument supplémentaire et singulièrement efficace au service de l'absolutisme monarchique d'une part et d'une société inégalitaire d'autre part. La monarchie gardait pourtant quelques possibilités d'actions qui lui permirent de réaliser avant sa mort trois cadastres.

Voyons ces réalisations.

Note de l'AFT : Pour détails voir les ouvrages de Mireille Touzery : "L'invention de l'impôt sur le revenu. La taille tarifiée, 1715-1789", Comité pour l'histoire économique et financière de la France, Paris 1994, et "Cadastre Bertier de Sauvigny. Dictionnaire des paroisses fiscales de la généralité de Paris", Caen, éditions du Lys, 1995.

(Suite dans notre prochain numéro n° 75)